

Examen National du Brevet de Technicien Supérieur-Session de Juin 2019

Spécialité/option : Toutes les spécialités

Épreuve : Techniques d'expression Française

Durée : 3 heures

Crédits : 3

TEXTE

COMMENT LUTTE-T-ON CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN ?

La lutte contre la corruption au Cameroun s'est activée avec la communication du Président de la République à l'occasion du conseil ministériel du 12 septembre 2007 : « C'est la corruption qui, pour une large part, compromet la réussite de nos efforts. C'est elle qui pervertit la morale publique. Chacun (...) doit se sentir responsable de ce combat dans son domaine de compétence (...). Le détournement de l'argent public, qu'elle qu'en soit la forme, est un crime contre le peuple qui se voit privé de ressources qui lui reviennent. Il doit donc être sanctionné avec la plus grande sévérité ».

Ces propos témoignent de la volonté du Chef de l'Etat de faire prendre conscience à tous les citoyens partout où ils se trouvent et justifient en même temps la lutte acharnée du gouvernement camerounais contre cette gangrène. Le programme National de Gouvernance (PNG), élaboré dès 1996 avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a été approuvé en juin 2000 par le Président de la République. Au rang des objectifs stratégiques, « renforcer la transparence de l'appareil de l'Etat » et « lutter résolument contre la corruption » par la sanction des écarts par rapport aux lois et règlements ; l'Agence de Régulation de Marchés publics créée par décret n° 2001 / 048 DU 23 FÉVRIER 2001, (ARMP) est un établissement public administratif doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière. Placée sous la tutelle de la Présidence de la République, elle comprend deux organes : le Conseil d'Administration et la Direction Générale. L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation, le suivi et l'évaluation du système des Marchés Publics.

L'Agence Nationale d'Investigation Financière est la Cellule de Recherche Financière du Cameroun, instituée par le règlement n° 01 / 03-CEMAC-CM du 04 avril 2003 portant prévention et répression du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme en Afrique Centrale. Le décret n° 2005/187 du 31 mai 2005 la rend opérationnelle en fixant son organisation et les modalités de son fonctionnement.

La CONAC (Commission Nationale Anti-Corruption) créée en Mars 2006 dont les missions se complètent avec celles de l'ANIF, l'ARMP et autres. L'un des traits caractéristiques de l'institutionnalisation de la lutte contre la corruption au Cameroun est la

particulière floraison des structures chargées de combattre le phénomène, chacune justifiant sa pertinence à travers ses missions. C'est ainsi que dans différents ministères des cellules anti-corruption ont été mises sur pied.

Jeun 'Action Développement N° 33-Juin 2012

PARTIE A : COMPREHENSION DU TEXTE (4pts)

- 1- A quelle occasion la corruption fut-elle déclarée ennemie publique ? **1pt**
- 2- Quelle idée se fait-il de ce fléau ? **1pt**
- 3- Quel est l'organe chargé de mettre un terme à son existence et quelles sont ses missions ? **2pts**

PARTIE B : CONNAISS/ANCE ET MANIEMENT DE LA LANGUE (5pts)

- 1- Donnez un synonyme à « public ». **0,5pt**
- 2- Donnez un homographe à **Etat** et utilisez-le dans une phrase. **1pt**
- 3- Faites l'analyse logique de : « Il doit donc être sanctionné avec la plus grande sévérité ». **2pts**
- 4- Mettez les verbes contenus dans cette phrase au passé puis au futur simple de l'indicatif « Ces propos témoignent de la volonté du Chef de l'Etat de faire prendre conscience à tous les citoyens partout où ils se trouvent et justifient en même temps la lutte acharnée du gouvernement camerounais contre cette gangrène. » **1,5pts**

PARTIE C : ESPRIT DE SYNTHESE (5pts)

Le deuxième paragraphe du texte compte **177** mots. Réduisez-le au quart soit **45** mots avec une marge de **10** mots en plus ou en moins.

PARTIE D : ESSAI ARGUMENTATIF ou EXPRESSION ECRITE (6pts)

« La corruption, pour une large part, compromet la réussite de nos efforts. Elle pervertit la morale publique ». Que vous suggère une telle assertion ?

NB : 20 lignes maximum.